

Cultivons les vertus qui expliquent nos succès

L'invité

Christophe Reymond

Directeur du Centre Patronal



En ce début de troisième année de pandémie, l'économie suisse bénéficie d'une santé plutôt réjouissante et la prospérité continue d'être l'une des caractéristiques de notre pays. En plus du Covid, les défis auxquels nous faisons face ne sont pourtant pas négligeables: un marché intérieur étroit, une population vieillissante, un isolement politique. Tous ces éléments invitent à veiller aux principes de fonctionnement qui font notre succès. Celui-ci est d'ailleurs indispensable, soit dit en passant, pour alimenter les besoins financiers des pouvoirs publics, qui ne vont jamais décroissant.

L'attention portée au travail est ainsi une vertu que les Suisses ont longtemps entretenue, tant quantitativement que qualitativement. Travailler plus - et mieux - représente un moyen de gagner plus, il faut nous en souvenir.

Nous sommes aussi les champions de l'épargne (grâce entre autres à celle qui est abritée dans les caisses de pension). Celle-ci dépasse ce qui est nécessaire au financement des investissements en Suisse, de sorte qu'un surplus est consacré à l'étranger. On notera que les succursales des grandes entreprises suisses profitent de ces investissements en occupant aujourd'hui près de deux

millions de personnes hors de nos frontières, alors que notre marché intérieur ne comporte que 4,1 millions de places de travail en équivalents pleintemps. Une telle part de l'emploi extérieur est unique parmi les pays industrialisés, et ce sans que ne soit compromis le quasi plein emploi dans notre marché du travail.

Cette caractéristique dit aussi l'ouverture au monde de nos entreprises. Un franc sur deux se gagne à l'étranger et le commerce extérieur impacte 70% de l'activité économique de la Suisse. Pour une économie aussi dépendante de ses capacités exportatrices, et dont les coûts de production sont plus élevés que partout ailleurs, une politique fondée sur le libre-échange est une nécessité. On a trop l'impression hélas que cette vertu de l'ouverture se perd chez un certain nombre de nos concitoyens.

Insistons enfin sur le principe de subsidiarité qui préside à notre gouvernance économique, et qui est le mieux adapté à la mondialisation numérisée qui marque l'époque. Il appartient au secteur privé d'endosser la responsabilité des options stratégiques, l'État n'a pas à les lui dicter. Les risques s'en trouvent dilués, la diversification encouragée.

Préserver la flexibilité du marché du travail et notre solidité financière; rester ouverts aux échanges commerciaux et aux mouvements de population; veiller au maintien de conditions-cadres favorisant l'initiative privée. Rien de ceci n'est nouveau, ni bien original. Mais en 2022 comme dans les années qui suivront, ces valeurs sûres contribueront à ces succès économiques qui profitent à tous.